



République Démocratique du Congo (RDC)

Autorité contractante : ENABEL

Appel à propositions dans le cadre de l'intervention :

Sous portefeuille Kinshasa 2023-2027_Santé et Protection sociale en Santé & Lutte contre les Violences Sexuelles et Impunité

COD2299511SH5

Lignes directrices à l'intention des demandeurs

Référence : COD2299511SH5-10117

Date limite de soumission des notes conceptuelles :19/05/2024

Date limite de soumission des propositions : 25/06/2024

AVERTISSEMENT

Il s'agit d'un appel à propositions en deux phases. Dans un premier temps, seules les notes conceptuelles doivent être soumises pour évaluation. Après évaluation des notes conceptuelles y inclue la recevabilité des demandeurs, les demandeurs qui auront été présélectionnés seront invités à soumettre une proposition. Par la suite, l'évaluation des propositions effectivement reçues des demandeurs sera effectuée pour les demandeurs présélectionnés.

1. RENFORCEMENT DE L'INTEGRATION DES SERVICES ADAPTES AUX BESOINS DES ADOLESCENTS ET JEUNES DANS LA ZONE DE SANTE DE LIMETE.....	
1.1 Contexte.....	4
1.2 Objectifs de l'Appel à Propositions et Résultats attendus	5
1.3 Montant de l'enveloppe financière mise à disposition par l'autorité contractante.....	5
2 RÈGLES APPLICABLES AU PRÉSENT APPEL À PROPOSITIONS.....	7
2.1 Critères liés à la recevabilité	7
2.1.1 Recevabilité des demandeurs [demandeur et codemandeur(s)].....	7
2.1.2 Associés et fournisseurs.....	8
2.1.3 Actions recevables: pour quelles actions une proposition peut-elle être présentée?	8
2.1.4 Éligibilité des coûts : quels coûts peuvent être inclus?.....	10
2.2 Présentation de la demande et procédures à suivre	12
2.2.1 Contenu de la note conceptuelle.....	12
2.2.2 Où et comment envoyer la note conceptuelle?	12
2.2.3 Date limite de soumission de la note conceptuelle	13
2.2.4 Autres renseignements sur la note conceptuelle	13
2.2.5 Propositions	13
2.2.6 Où et comment envoyer les propositions?	14
2.2.7 Date limite de soumission des propositions	14
2.2.8 Autres renseignements sur les propositions	14
2.3 Évaluation et sélection des demandes.....	14
2.4 Notification de la décision de l'autorité contractante	16
2.4.1 Contenu de la décision	16
2.4.2 Calendrier indicatif.....	16
2.5 Conditions de la mise en œuvre après la décision de l'autorité contractante d'attribution des subsides.....	17
2.5.1 Contrats de mise en œuvre.....	17
2.5.2 Compte bancaire distinct.....	17
2.5.3 "Traitement des données à caractère personnel.	18
2.5.4 Transparence.....	18
3 LISTE DES ANNEXES	19

RENFORCEMENT DE L'INTEGRATION DES SERVICES ADAPTES AUX BESOINS DES ADOLESCENTS ET JEUNES DANS LA ZONE DE SANTE DE LIMETE

1.1 CONTEXTE

Dans le cadre de la coopération belgo-congolaise, une convention spécifique a été signée par le Royaume de la Belgique et la République Démocratique du Congo (RDC) en décembre 2022 pour un nouveau portefeuille 2023-2027.

Un des piliers de ce dernier traite des questions d'accès aux services sociaux de base, et son volet 2 concernant la santé et la protection sociale en santé (SPSS) a pour objectif de contribuer à l'amélioration du niveau de santé et de bien-être de la population de façon équitable, dans le respect de son environnement quotidien, en renforçant le pouvoir d'agir sur sa santé. Cette intervention est structurée en cinq (5) résultats spécifiques dont le 3^{ème} prône l'amélioration du capital en santé et bien-être de la population en agissant entre autres sur l'offre des services adaptés aux besoins des adolescents et jeunes.

De son côté, l'intervention « Lutte contre les Violences Sexuelles et l'Impunité » (LVSI) qui poursuit comme objectif la réduction des violences sexuelles et leurs impacts, son résultat 3 vise la promotion des droits sexuels et reproductifs des adolescents. Les deux interventions sont mises en oeuvre dans la zone de santé de Limete, ville de Kinshasa.

En RDC, l'accès des adolescents et jeunes aux services de santé sexuelle et reproductive de qualité représente un défi que le gouvernement s'est engagé à relever. Selon le Plan stratégique pour la santé et le bien-être des adolescents et jeunes (2021-2025), 32,8 % de la population est âgée de 10 à 24 ans. Seuls 17% des jeunes et adolescents ont accédé aux services de santé en RDC selon le logiciel DHIS2 en 2021.

A Kinshasa, la situation de l'accessibilité aux services de santé adaptés aux besoins des adolescents et jeunes reste très préoccupante. Ces services sont peu développés et se concentrent généralement sur certaines activités de SSR. 33 % des centres de santé (soit 3 949 sur 12 079) déclarent avoir offert des services de Planification familiale aux adolescents et jeunes ; les données de 2024 démontrent que la Zone de santé de Limete a enregistré 1,8% des adolescents et jeunes (1.136 sur 64.284) qui ont eu accès au service de la planification familiale.

En outre, la cartographie sanitaire réalisée révèle que la majorité des établissements de soins sont de secteur du privé lucratif pour la plupart et sont non lucratif pour ceux appartenant aux confessions religieuses. Aucun de ces établissements n'a intégré la composante adolescents et jeunes. ; alors que les adolescents et jeunes de Limete, comme dans d'autres zones de santé, sont exposés à plusieurs risques liés aux conditions de vie sociales, sanitaires et environnementales de leurs quartiers urbains ou semi urbains.

Ces risques sanitaires sont, par exemple, l'exposition aux infections sexuellement transmissibles (IST), le VIH, les violences sexuelles, la consommation des substances psychoactives (drogue, alcool, tabac...), les grossesses précoces et non désirées liées notamment aux connaissances limitées des mesures préventives, le faible accès à l'éducation sexuelle complète et à l'offre limitée des différents services adaptés à leurs besoins.

Pour être efficaces, ces services doivent surmonter plusieurs obstacles, tels que les barrières structurelles (l'éloignement des centres de santé et les coûts des services), les obstacles socioculturels (la stigmatisation de la sexualité des jeunes), et les obstacles individuels (le manque d'information correcte sur la santé sexuelle). En parallèle, la lutte contre les violences sexuelles et l'impunité est cruciale. Les violences sexuelles, souvent exacerbées par les conflits, nécessitent une réponse judiciaire ferme pour garantir la justice aux victimes et dissuader les agresseurs, car, les victimes de violences sexuelles, souvent des adolescentes et des jeunes, ont besoin de services de santé adaptés pour traiter les traumatismes physiques et psychologiques. Ainsi, les centres de santé doivent être équipés pour fournir des soins d'urgence, des conseils et un soutien continu.

Une approche innovante pour améliorer la santé des adolescents et jeunes a été initié par l'organisation mondiale de la Santé (OMS) dans six provinces de la RDC dont Kinshasa en 2018- 2019. A travers cette approche, les prestataires de services travaillent ensemble pour identifier des problèmes communs, discuter autour de ces problèmes identifiés et aboutir à des solutions appropriées. Les prestataires renforcent ainsi leurs connaissances, tout en développant des attitudes positives qui influent sur l'offre et l'utilisation des services de santé par les adolescents et jeunes

C'est dans ce cadre que Enabel s'inscrit dans cette approche contribuer à l'organisation des services de santé adaptés aux besoins des adolescent et jeunes. De surcroît, le projet Santé et Protection Sociale en Santé apporte sa contribution dans l'aménagement et l'équipement de quelques espaces conviviaux aux

adolescents et jeunes pour une offre spécifique à leurs besoins dans la Zone de Santé de Limete. Cela en lien avec la stratégie nationale en matière de santé des adolescents et jeunes en étroite collaboration avec la Programme National de la Santé des Adolescents (PNSA) et la zone de santé de Limete. Il est ainsi initié une démarche de recrutement d'un prestataire pour l'encadrement des établissements des soins disposant des espaces pour une offre des services adaptés aux besoins des adolescents et jeunes.

1.2 OBJECTIFS DE L'APPEL À PROPOSITIONS ET RÉSULTATS ATTENDUS

L'objectif général du présent appel à propositions est de renforcer l'intégration des services SSR adaptés aux besoins des adolescents et jeunes dans la Zone de santé de Limete.

Les **objectif(s) spécifique(s)** du présent appel à propositions sont :

- Renforcer l'autonomie des adolescents et jeunes sur les questions de santé sexuelle et reproductive, la planification familiale, la prévention des IST/VIH et la lutte contre les violences basées sur le genre;
- Accroître l'accessibilité des adolescents et jeunes aux services de soins en vue d'une prise en charge dans le respect de la confidentialité et de l'anonymat.

Les résultats attendus sont :

- Les adolescents et jeunes disposent des connaissances et des compétences nécessaires pour prendre des décisions éclairées en matière de santé sexuelle et reproductive
- Les jeunes adoptent des comportements responsables et utilisent les services de santé de manière proactive
- L'offre adaptée aux besoins en santé des adolescents et des jeunes est améliorée dans les établissements des soins appuyés ;
- L'utilisation des services de santé par les adolescents et les jeunes est accrue.

Objectifs/résultats	Indicateur	Valeur de référence	Cible	Source
Objectif général : renforcer l'intégration des services de SRR adaptés aux besoins des adolescents et jeunes dans la Zone de santé de Limete				
	Proportion d'AS disposant d'au moins un ESS offrant les services de santé adaptés aux besoins des adolescents et des jeunes	0	10	Rapport d'activités Zone de Santé
Objectif spécifique 1: Renforcer Promouvoir l'autonomie des empowerment des adolescents et jeunes sur les questions de santé sexuelle et reproductive, la planification familiale, la prévention des IST/VIH et la lutte contre les violences basées sur le genre;				
R. 1 Les adolescents et jeunes disposent des connaissances et des compétences nécessaires pour prendre des décisions éclairées en matière de santé sexuelle et reproductive	Nombre de jeunes sensibilisés sur la SSR, la planification familiale et la lutte contre les VBG			
	Proportion des adolescents disposant de connaissances adéquates sur la SSR et la planification familiale et la lutte contre les VBG			
R2: Les jeunes adoptent des comportements responsables et utilisent les services de santé de manière proactive	Nbre d'écoles disposant des clubs ADODV actifs intégrant des sessions de sensibilisation à la SSR et aux VBG.	10	30	
	Nombre des adolescents et jeunes qui utilisent		3000	

	effectivement les services de santé adaptés à leurs besoins (désagrégé par sexe)			
Objectif spécifique 2: Accroître l'accessibilité des adolescents et jeunes aux services de soins en vue d'une prise en charge dans le respect de la confidentialité et de l'anonymat.				
Résultat 3 L'offre de services adaptés aux adolescents et jeunes est améliorée et accessible dans un environnement respectueux et confidentiel.	Nombre d'établissements de santé offrant des services SSR adaptés aux adolescents et jeunes		10	
	Proportion d'ESS du PMA disposant d'au moins un personnel formé (désagrégé par thématique: <ul style="list-style-type: none"> - santé des adolescents et jeunes - VIH/IST - SSRAJ - SGBV - Santé mentale et bien être - Eviction de la consommation du tabac et des substances psychoactives) 	Voir PNSA/ZS	Rapport d'activités	
	% des établissements des soins offrant des services dédiés aux adolescents et jeunes ayant bénéficié d'au moins une supervision mensuelle pendant la période de l'action	A renseigner		Rapport d'activités
Résultat 4 : L'utilisation des services de santé par les adolescents et les jeunes est accrue	Nombre d'adolescents et des jeunes ayant utilisé les services offerts par les ESS amis des jeunes		50% filles et 50% garçons	DHIS2
	Proportion du paquet des services ado et jeunes disponibles dans les ESS ayant intégré la composante santé ado et jeunes		50% filles et 50% garçons	DHIS2
	Pourcentage d'adolescents et jeunes déclarant un accès facilité aux services SSR et exprimant une satisfaction quant à la confidentialité et à la qualité des services reçus		70%	enquête

1.3 MONTANT DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE MISE À DISPOSITION PAR L'AUTORITÉ CONTRACTANTE

Le montant indicatif global mis à disposition au titre du présent appel à propositions s'élève à **100.000 EUR**. L'autorité contractante se réserve la possibilité de ne pas attribuer tous les fonds disponibles.

Montant des subsides

Toute demande de subside dans le cadre du présent appel à propositions doit être comprise entre les montants [minimum et] maximums suivants :

Montant minimum : 60,000,00 EUR

Montant maximum : 100,000,00 EUR

Durant l'exécution, Enabel se réserve le droit de modifier les montants minimum et maximum applicables aux demandes et d'octroyer des montants supplémentaires aux bénéficiaires s'étant vu octroyer des subsides dans le cadre de cet appel à proposition.

RÈGLES APPLICABLES AU PRÉSENT APPEL À PROPOSITIONS

Les présentes lignes directrices définissent les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des actions financées dans le cadre du présent appel à propositions.

1.4 CRITÈRES LIÉS À LA RECEVABILITÉ

Il existe trois séries de critères liés à la recevabilité, qui concernent respectivement :

(1) Les acteurs :

Le demandeur, c'est-à-dire l'entité soumettant la proposition (2.1.1)

Le cas échéant, se(s) codemandeur(s) [sauf disposition contraire, le demandeur et le(s) codemandeur(s) sont ci-après dénommés conjointement les « demandeurs »] (2.1.1).

(2) Les actions :

Les actions pouvant bénéficier de subsides (2.1.3) :

(3) Les coûts :

Les types de coûts pouvant être inclus dans le calcul du montant des subsides (2.1.4).

2.1.1 Recevabilité des demandeurs [demandeur et codemandeur(s)]

Demandeur

(1) Pour pouvoir prétendre à des subsides, le demandeur doit satisfaire aux conditions suivantes :

A. être une personne morale ; **et**

B. Être un acteur privé sans but lucratif ou une fondation; **ou Être** une personne morale de droit privé dont la maximisation du profit ne constitue pas l'objectif prioritaire]

C. Être établi ou représenté en : RDC¹ ; **et**

D. être directement chargé de la préparation et de la gestion de l'action avec le(s) codemandeur(s) et non agir en tant qu'intermédiaire **et**;

¹ Facultatif. L'établissement est déterminé sur base des statuts de l'organisation qui devront démontrer que l'organisation a été créée par un acte de droit interne du pays concerné et que son siège social est situé dans un pays éligible. À cet égard, toute entité juridique dont les statuts ont été créés dans un autre pays ne peut être considérée comme une organisation locale recevable, même si elle est enregistrée localement ou qu'un « protocole d'accord » a été conclu.

E. Avoir réalisé des activités similaires attestées par au moins un rapport d'activités (une attestation de bonne fin signée par le bailleur est requise et en constituera la preuve);

Le demandeur peut agir soit individuellement, soit avec un ou des codemandeurs.

(2) Le demandeur potentiel ne peut participer à des appels à propositions ni être bénéficiaire de subsides s'il se trouve dans une des situations d'exclusion décrites dans l'annexe VII du modèle de convention de subsides fourni en annexe E de ces lignes directrices.

À la partie A, section 1.3.5 du dossier de demande de subsides (« déclaration du demandeur »), le demandeur doit déclarer que ni lui-même ni le(s) codemandeur(s) ne se trouvent dans une de ces situations et qu'ils seront en mesure de fournir les documents justificatifs suivants :

1. Extrait du casier judiciaire du responsable de l'organisation ;
2. Attestation récente (moins de 6 mois) de régularité avec ses obligations relatives au paiement des cotisations sociales selon les dispositions légales du pays où il est établi ;
3. Attestation récente (moins de 6 mois) de régularité avec ses obligations relatives au paiement impôts et taxes selon les dispositions légales du pays où il est établi.

Si des subsides lui sont octroyés, le **demandeur** devient le **bénéficiaire-contractant** identifié dans l'annexe E (Convention de subsides). Le bénéficiaire-contractant est l'interlocuteur principal de l'autorité contractante. Il représente les éventuels autres bénéficiaires (co-demandeurs) et agit en leur nom, il conçoit et coordonne la mise en œuvre de l'action.

Codemandeur(s)

Le(s) codemandeur(s) participe(nt) à la définition et à la mise en œuvre de l'action, et les coûts qu'il(s) encour(en)t sont éligibles au même titre que ceux encourus par le demandeur.

Le(s) codemandeur(s) doi(ven)t satisfaire aux critères de recevabilité qui s'appliquent au demandeur lui-même.

Les codemandeurs doivent signer la déclaration à la partie B section 2.6 du dossier de demande de subsides.

Si des subsides leur sont octroyés, les éventuels codemandeurs deviendront les bénéficiaires de l'action, avec le bénéficiaire-contractant.

2.1.2 Associés et contractants

Les personnes suivantes ne sont pas des codemandeurs. Elles n'ont pas à signer la déclaration « mandat » :

Associés

D'autres organisations peuvent être associées à l'action. Les associés participent effectivement à l'action, mais ne peuvent prétendre à bénéficier des subsides, à l'exception des indemnités journalières et des frais de déplacement. Ces associés ne doivent pas répondre aux critères de recevabilité mentionnés au point 2.1.1. Les associés doivent être mentionnés dans la partie B, section 2.7, du dossier de demande de subsides, intitulée « Associés du demandeur participant à l'action ».

Contractants

Les bénéficiaires-contractants peuvent attribuer des marchés à des contractants. Les associés ne peuvent pas être en même temps des contractants (services, travaux, équipements) du projet. Les contractants sont soumis aux règles de passation de marchés publics (si le bénéficiaire contractant est de nature public) ou aux règles énoncées à l'annexe VIII du modèle de convention de subsides (si le bénéficiaire contractant est de nature privée).

2.1.3 Actions recevables : pour quelles actions une proposition peut-elle être présentée ?

Définition

Les actions pouvant être financées au titre du présent appel doivent constituer un projet - une opération autonome composée d'ensembles cohérents d'activités avec des objectifs clairement définis, conformes aux objectifs et résultats énumérés à la section 1.2.

Durée

La durée initiale prévue d'une action ne peut pas être inférieure à **24 mois** ni excéder **26 mois**.

Secteurs ou thèmes

Secteurs ou thèmes spécifiques auxquels les actions doivent se rapporter :

1. *Santé sexuelle et reproductive ;*
2. *Santé mentale ;*
3. *La promotion des pratiques familiales essentielles*
4. *Egalité des genres*

Groupes cibles

- Les adolescents et jeunes de la Zone de santé de Limete ;
- Les prestataires des services de santé des structures sélectionnées dont : C.S. GRADI à Pakadjuma, C.S. NODALIB 14^{ème} rue Limete, C.S. MUDISHI à Mombele, ainsi que d'autres ESS de 11 aires de santé de la Zone de santé de Limete et les écoles.

Couverture géographique

Les actions doivent être mises en œuvre dans le pays suivant : République Démocratique du Congo (RDC), à Kinshasa, dans la Zone de santé de Limete.

Types d'action

- Renforcement des capacités des prestataires de services de santé et de l'éducation des structures sélectionnées ;
- Accompagnement des structures (CS et écoles) sélectionnées à l'encadrement des adolescents et jeunes de la Zone de santé de Limete ;
- Sensibilisation communautaire sur la santé et l'égalité des genres chez les adolescents et les jeunes

Les types d'action suivants ne sont pas recevables :

- Actions consistant uniquement ou principalement à parrainer la participation de particuliers à des ateliers, séminaires, conférences et congrès;²
- Actions consistant uniquement ou principalement à financer des bourses individuelles d'études ou de formation;²

Types d'activité

- Renforcer les capacités des prestataires de santé des structures sélectionnées sur l'offre des services adaptés aux besoins des adolescents et jeunes ;
- Assurer l'accessibilité des adolescentes et jeunes aux services de santé adaptés à leurs besoins ;
- Sensibiliser la communauté sur la fréquentation des centres conviviaux des adolescents et jeunes ;
- Promouvoir la paire éducation ;

Subvention à des sous-bénéficiaires³

Les demandeurs *peuvent* proposer des subventions à des sous-bénéficiaires pour contribuer à réaliser les objectifs de l'action.

Le montant maximum de ces subventions est de 30 000 EUR par sous-bénéficiaire, sauf lorsque ces subventions constituent l'objectif principal de l'action, dans ce cas, leur montant n'est pas limité.

L'octroi de subventions à des sous bénéficiaires ne peut pas être l'objectif principal de l'action.

Les demandeurs souhaitant redistribuer des subventions, doivent spécifier dans la section 2.2.1 du dossier de demande de subsides :

³ Ces sous-bénéficiaires n'étant ni des associés ni des contractants.

1. *La description des objectifs et résultats à atteindre avec ces subventions, les principes fondamentaux, les concepts clés, les mécanismes, les acteurs et leur rôle dans le processus de gestion ;*
2. *les critères et modalités d'allocation des subventions, les conditions d'accessibilité des sous-bénéficiaires, les conditions de recevabilité des sous-projets, les conditions d'éligibilité des activités, des coûts et des dépenses ;*
3. *les procédures et modalités d'instruction et d'attribution des demandes ;*
4. *le montant maximum pouvant être attribué par sous-bénéficiaire ;*
5. *les modalités de conventionnement/contractualisation avec les sous-bénéficiaires ;*
6. *les procédures et modalités de décaissement des ressources ;*
7. *les procédures et modalités de suivi technique et financier ;*
8. *les procédures et modalités de contrôle.*

Les sous-bénéficiaires ou catégories de sous-bénéficiaires éligibles aux subventions sont entre autres les Organisations non gouvernementales/Associations de droit congolais (ASBL).

Le type d'activités éligibles pour ce genre de subventions sont notamment celles en rapport avec la sensibilisation de la communauté, l'identification des problèmes des adolescents et jeunes, le renforcement des capacités des prestataires des services de santé, le coaching- suivi et accompagnement, le renforcement des capacités des animateurs des espaces conviviaux des adolescents et jeunes, l'animation des espaces conviviaux, l'encadrement des adolescents et jeunes, le rapportage etc.

Dans tous les cas, un seul rang de sous-bénéficiaires est autorisé. Les sous-bénéficiaires ne peuvent jamais utiliser les subventions reçues pour allouer des subventions à un deuxième rang de sous-bénéficiaires. Et les sous-bénéficiaires doivent appartenir aux bénéficiaires/partenaires naturels du bénéficiaire-contractant, en cohérence avec son mandat, sa mission.

Visibilité

Les demandeurs doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la visibilité du financement ou cofinancement par la coopération belge⁴. Le bénéficiaire-contractant mentionne toujours « **l'État belge** »⁴ comme bailleur ou co-bailleur de fonds dans les communications publiques relatives à l' action subsidiée.

Nombre de demandes et de conventions de subsides par demandeur

Le demandeur ne peut pas soumettre plus d'une demande dans le cadre du présent appel à propositions.

Le demandeur ne peut pas se voir attribuer plus d'une convention(s) de subsides au titre du présent appel à propositions.

Le demandeur peut être en même temps un codemandeur dans une autre demande.

Un codemandeur peut soumettre plus d'une demande dans le cadre du présent appel à propositions.

Un codemandeur ne peut pas se voir attribuer plus d'une convention de subsides au titre du présent appel à propositions.

2.1.4 Éligibilité des coûts : quels coûts peuvent être inclus ?

Seuls les « coûts éligibles » peuvent être couverts par des subsides. Les types de coûts éligibles et inéligibles sont indiqués ci-dessous. Le budget constitue à la fois une estimation des coûts et un plafond global des « coûts éligibles ».

Le remboursement des coûts éligibles peut être basé sur une des formes suivantes, ou toute combinaison de celles-ci :

- Les coûts directs (coûts de gestion et coûts opérationnels) effectivement supportés par le bénéficiaire-contractant ;
Pour être éligibles aux fins de l'appel à propositions, les coûts doivent respecter les conditions prévues à l'article 4 du modèle de Convention de Subsides (voir annexe E des présentes lignes directrices).
- les coûts de structure : ceux-ci sont de maximum 7% du montant total des coûts opérationnels (en aucun cas supérieur à 7%)

⁴ Ou autre bailleur le cas échéant

Le montant maximum des coûts de structure (somme des coûts de structure du bénéficiaire-contractant et des sous-bénéficiaires) reste identique (7% des coûts opérationnels du subside initial), qu'il y ait ou non subventions à des sous-bénéficiaires.

Le taux applicable pour les coûts de structure sera calculé a priori par Enabel sur base de l'analyse du bilan du bénéficiaire-contractant. Enabel pourra également recourir à un organisme externe pour estimer ce taux.

Une fois le taux accepté, les coûts de structure sont forfaitaires et ne doivent pas être justifiés.

Les coûts de structure seront payés durant l'exécution du subside sur base des dépenses opérationnelles réelles, éligibles et acceptées par Enabel.

Réserve pour imprévus

Le budget peut inclure une réserve pour imprévus correspondant au maximum à 5 % des coûts directs éligibles estimés. Elle ne peut être utilisée qu'**avec l'autorisation écrite préalable** d'Enabel.

Apports en nature

Par « apports en nature », il faut entendre les biens ou services fournis gracieusement par une tierce partie au bénéficiaire-contractant. Les apports en nature n'impliquant aucune dépense pour le bénéficiaire-contractant, ils ne constituent pas des coûts éligibles.

Coûts inéligibles

Les coûts suivants ne sont pas éligibles :

- 1° les écritures comptables n'entraînant pas un décaissement;
- 2° les provisions pour risques et charges, pertes, dettes ou dettes futures éventuelles;
- 3° les dettes et les intérêts débiteurs;
- 4° les créances douteuses;
- 5° les pertes de change;
- 6° les crédits à des tiers ;
- 7° les garanties et cautions,
- 8° les coûts déjà pris en charge par un autre subside;
- 9° les factures établies par d'autres organisations pour des produits et services déjà subsidiés;
- 10° la sous-traitance par des contrats de service ou de consultance aux membres du personnel, aux membres du conseil d'administration ou de l'assemblée générale de l'organisation subsidiée;
- 11° la sous-location de toute nature à soi-même;
- 12° les achats de terrains ou d'immeubles, sauf si ces achats sont indispensables à la mise en œuvre directe de l'action;
- 13° les coûts liés à une indemnisation en cas de sinistre découlant de la responsabilité civile de l'organisation;
- 14° les indemnités de cessation d'emploi pour le délai de préavis non presté;
- 15° l'achat de boissons alcoolisées, de tabac et de leurs produits dérivés ;

4.2. PRÉSENTATION DE LA DEMANDE ET PROCÉDURES À SUIVRE

Le demandeur transmet dans un premier temps uniquement la note conceptuelle et dans un deuxième temps, après notification de sa présélection, il transmet la proposition accompagnée des annexes requises

2.2.1 Contenu de la note conceptuelle

Les notes conceptuelles doivent être soumises conformément aux instructions relatives à la note conceptuelle figurant dans le dossier de demande de subsides annexé aux présentes lignes directrices (annexe A, Partie A).

Les demandeurs doivent soumettre leur note conceptuelle en français.

Dans la note conceptuelle, les demandeurs ne doivent fournir qu'une estimation du montant de la contribution demandée à l'autorité contractante. Seuls les demandeurs invités à soumettre une proposition dans la seconde phase devront alors présenter un budget détaillé.

Les éléments définis dans la note conceptuelle ne pourront pas être modifiés par le demandeur dans la proposition. La contribution belge ne pourra pas varier de plus de 10 % par rapport à l'estimation initiale.

Toute erreur ou incohérence majeure relative aux points mentionnés dans les instructions relatives à la note conceptuelle peut aboutir à son rejet.

L'autorité contractante se réserve le droit de demander des éclaircissements lorsque les informations fournies ne lui permettent pas de réaliser une évaluation objective.

Les notes conceptuelles manuscrites ne seront pas acceptées.

Les annexes suivantes doivent être jointes à la note conceptuelle

1. Les statuts ou articles d'association du demandeur et des éventuels codemandeurs
2. Un rapport d'audit externe produit par un contrôleur des comptes agréé, certifiant les comptes du demandeur relatifs au dernier exercice financier disponible lorsque le montant total des subsides demandés est supérieur à 200 000 EUR (pas applicable aux bénéficiaires-contractants de nature publique). Les éventuels codemandeurs ne sont pas tenus de remettre un rapport d'audit externe.
3. Une copie des états financiers les plus récents du demandeur (compte de résultat et bilan du dernier exercice clos)⁶. Les éventuels codemandeurs ne sont pas tenus de remettre la copie de leurs états financiers.
4. La fiche d'entité légale (voir annexe D des présentes lignes directrices) dûment complétée et signée par chacun des demandeurs (c'est-à-dire le demandeur et chacun des éventuels codemandeurs), accompagnée des documents justificatifs demandés.

2.2.2 Où et comment envoyer la note conceptuelle ?

La note conceptuelle ainsi que les documents qui l'accompagnent renseignés au point 2.2.1 sont à soumettre via la plateforme *Submit* en suivant le lien ci-après : <https://submit.link/3Fo>

Les notes conceptuelles envoyées par d'autres moyens (par exemple par télécopie ou courrier électronique) ou remises à d'autres adresses seront rejetées.

Les demandeurs doivent s'assurer que leur note conceptuelle est complète. Les notes conceptuelles incomplètes peuvent être rejetées.

⁵ Une prime doit être comprise comme le paiement d'un « bonus » déclenché par la participation d'un membre du personnel à l'action financée par Enabel ou qui est lié de quelque manière que ce soit à la performance de la personne dans l'action ou à la performance de l'action elle-même. . Ce n'est pas un coût éligible

⁶ Cela ne s'applique pas aux organismes publics ni lorsque les comptes sont en pratique les mêmes documents que le rapport d'audit externe déjà fourni en vertu du point 2.

2.2.3 Date limite de soumission de la note conceptuelle

La date limite de soumission des notes conceptuelles est fixée au 19/05/2025 à 16h30 telle que prouvé par la date d'envoi, le cachet de la poste ou la date de l'accusé de réception. Toute note conceptuelle soumise après la date et heure limites sera rejetée.

2.2.4 Autres renseignements sur la note conceptuelle

Une session d'information relative au présent appel à propositions sera organisée en ligne par Teams le **25 avril 2025 à 11h00** et accessible en suivant le lien ci-après : https://teams.microsoft.com/l/meetup-join/19%3ameeting_OTI1ZWI2NTQtMDM5NiooN2M4LTk1YzMtZTU4MzI3YzMyOTkz%40thread.v2/o?context=%7b%22Tid%22%3a%228552ee09-2fab-421d-9ef7-664207bcf596%22%2c%22Oid%22%3a%2244534d96-265c-4455-a9df-5429f15a943b%22%7d

A la même date et heure, la séance sera tenue en présentiel au bureau de l'Intervention Santé, sise, 6ième rue N0 309; Petit Boulevard Lumumba, Limeté Industriel, Kinshasa (RDC)

Les demandeurs peuvent envoyer leurs questions par courrier électronique, au plus tard 21 jours avant la date limite de soumission des notes conceptuelles, aux adresse(s) figurant ci-après, en indiquant clairement la référence de l'appel à propositions :

jean-francois.busogoro@enabel.be, edouard.konan@enabel.be et maurice.lwaga@enabel.be avec jocelyne.murhonyi@enabel.be en copie

L'autorité contractante n'a pas l'obligation de fournir des éclaircissements sur des questions reçues après cette date.

Il y sera répondu au plus tard 11 jours avant la date limite de soumission des notes conceptuelles.

Afin de garantir l'égalité de traitement des demandeurs, l'autorité contractante ne peut pas donner d'avis préalable sur la recevabilité des demandeurs, d'une action ou d'activités spécifiques.

Les réponses à ces questions ainsi que d'autres informations importantes communiquées au cours de la procédure d'évaluation seront publiées en temps utile sur le site Web Enabel. Il est par conséquent recommandé de consulter régulièrement le site internet dont l'adresse figure ci-dessus afin d'être informé des questions et réponses publiées.

2.2.5 Propositions

Les demandeurs invités à soumettre une proposition à la suite de la présélection de leurs notes conceptuelles doivent le faire à l'aide de la partie B du dossier de demande de subsides annexé aux présentes lignes directrices (annexe A). Les demandeurs doivent respecter scrupuleusement le format de proposition et compléter les paragraphes et les pages dans l'ordre.

Les éléments énoncés dans la note conceptuelle ne peuvent pas être modifiés par le demandeur dans la proposition. La contribution belge indiquée dans la proposition ne peut s'écarter de plus de 10% par rapport à l'estimation initiale de la note conceptuelle et les montants minimaux et maximaux, tels qu'indiqués dans la section 1.3 des présentes lignes directrices, doivent être respectés.

Les demandeurs doivent soumettre leur proposition dans la même langue que celle de leur note conceptuelle.

Les demandeurs doivent remplir la proposition aussi soigneusement et clairement que possible afin de faciliter son évaluation.

Toute erreur ou incohérence majeure dans la proposition (incohérence des montants repris dans les feuilles de calcul du budget, par exemple) peut conduire au rejet immédiat de la proposition.

Des éclaircissements ne seront demandés que lorsque les informations fournies ne sont pas claires et empêchent donc l'autorité contractante de réaliser une évaluation objective.

Les propositions manuscrites ne seront pas acceptées.

Il est à noter que seules la proposition et les annexes qui doivent être complétées (budget, cadre logique) seront évaluées. Il est par conséquent très important que ces documents contiennent TOUTES les

informations pertinentes concernant l'action. **Aucune annexe supplémentaire ne doit être envoyée.**

2.2.6 Où et comment envoyer les propositions?

Les propositions seront soumises via la plateforme de soumission en ligne Submit en suivant le lien qui sera partagé avec les demandeurs ayant satisfait à la première phase de la note conceptuelle.

Seuls les demandeurs ayant satisfait à la première phase de la note conceptuelle seront invités à soumettre une proposition complète.

Les propositions envoyées par d'autres moyens (par exemple par télécopie ou courrier électronique) ou remises à d'autres adresses seront rejetées. **Les demandeurs doivent s'assurer que leur proposition est complète. Les propositions incomplètes peuvent être rejetées.**

2.2.7 Date limite de soumission des propositions

La date limite de soumission des propositions sera communiquée dans la lettre envoyée aux demandeurs dont la note conceptuelle a été présélectionnée.

2.2.8 Autres renseignements sur les propositions

Les demandeurs peuvent envoyer leurs questions par courrier électronique, au plus tard 21 jours avant la date limite de soumission des propositions, à la/l'une des adresse(s) figurant ci-après, en indiquant clairement la référence de l'appel à propositions :

Adresse de courrier électronique : : jean-francois.busogoro@enabel.be , edouard.konan@enabel.be et maurice.lwaga@enabel.be avec jocelyne.murhonyi@enabel.be en copie.

L'autorité contractante n'a pas l'obligation de fournir des éclaircissements au sujet des questions reçues après cette date.

Il y sera répondu au plus tard 11 jours avant la date limite de soumission des propositions.

Afin de garantir l'égalité de traitement des demandeurs, l'autorité contractante ne peut pas donner d'avis préalable sur la recevabilité des demandeurs ou d'une action.

Aucune réponse individuelle ne sera donnée aux questions. Toutes les questions et réponses ainsi que les autres informations importantes communiquées aux demandeurs au cours de la procédure d'évaluation seront publiées sur le site Internet suivant : www.enabel.be. Il est par conséquent recommandé de consulter régulièrement le site internet dont l'adresse figure ci-dessus afin d'être informé des questions et réponses publiées.

4.3. ÉVALUATION ET SÉLECTION DES DEMANDES

Les propositions seront examinées et évaluées par l'autorité contractante avec l'aide, le cas échéant, d'assesseurs externes. Toutes les actions soumises par les demandeurs seront évaluées selon les phases, étapes et critères décrits ci-après.

Si l'examen des demandes révèle que l'action proposée ne remplit pas les critères de recevabilité décrits au point 2.1.4, la demande sera rejetée sur cette seule base.

(1) 1^{re} PHASE : OUVERTURE, VÉRIFICATION ADMINISTRATIVE, VERIFICATION DE LA RECEVABILITE ET ÉVALUATION DES NOTES CONCEPTUELLES

Les éléments suivants seront examinés :

Ouverture :

- Respect de la date limite de soumission. Si la date limite n'a pas été respectée, la note conceptuelle sera automatiquement rejetée.

Vérification administrative et de la recevabilité

- La note conceptuelle répond à tous les critères spécifiés aux points 1 à 13 de la grille de vérification et d'évaluation fournie en Annexe F1a.
- Si une information fait défaut ou est incorrecte, la note conceptuelle peut être rejetée sur cette **seule** base et elle ne sera pas évaluée.

Evaluation

Les notes conceptuelles satisfaisant aux conditions du premier contrôle administratif et de la recevabilité seront évaluées au regard de la pertinence et de la conception de l'action proposée.

La note conceptuelle se verra attribuer une note globale sur 50 suivant la ventilation spécifiée dans les points 14 à 19 de la grille d'évaluation disponible en Annexe F1a.

Les critères d'évaluation sont divisés par rubriques et sous-rubriques. Chaque sous-rubrique se verra attribuer un score compris entre 1 et 5 comme suit : 1 = très insuffisant, 2 = insuffisant, 3 = moyen, 4 = bon, 5 = très bon.

Une fois toutes les notes conceptuelles évaluées, une liste sera établie, classant les actions proposées selon leur score total.

En premier lieu, seules les notes conceptuelles ayant atteint un score d'au moins 30 points seront prises en compte pour la présélection.

En second lieu, le nombre de notes conceptuelles sera réduit en tenant compte de leur rang dans la liste, au nombre de notes conceptuelles dont le montant cumulé total des contributions demandées est égal à *au moins 200 %* du budget disponible pour le présent appel à propositions.

Après l'évaluation des notes conceptuelles, l'autorité contractante enverra une lettre à tous les demandeurs, les informant du numéro de référence qui leur a été attribué et si leur note conceptuelle a été évaluée ainsi que les résultats de cette évaluation.

Les demandeurs dont les notes conceptuelles auront été présélectionnées seront ensuite invités à soumettre une proposition.

(2) 2^e PHASE : OUVERTURE, VÉRIFICATION ADMINISTRATIVE, VERIFICATION DE LA RECEVABILITE ET ÉVALUATION DES PROPOSITIONS

Les éléments suivants seront examinés :

Ouverture :

- Le respect de la date limite de soumission. Si la date limite n'a pas été respectée, la proposition sera automatiquement rejetée.

Vérification administrative et de la recevabilité

- La proposition répond à tous les critères spécifiés aux points 1 à 12 de la grille de vérification et d'évaluation fournie en Annexe F2a.
- Si une des informations demandées est manquante ou incomplète, la proposition peut être rejetée sur cette seule base et elle ne sera pas évaluée.

Evaluation

Étape 1 : Les propositions satisfaisant aux conditions de la vérification administrative et de la recevabilité seront évaluées.

La qualité des propositions, y compris le budget proposé et la capacité des demandeurs, se verra attribuer une note sur 100 sur la base des critères d'évaluation 13 à 26 de la grille de vérification et d'évaluation fournie en Annexe F2a. Les critères d'évaluation se décomposent en critères de sélection et critères d'attribution.

Les critères de sélection visent à assurer que les demandeurs :

- Disposent de sources de financement stables et suffisantes pour maintenir leur activité tout au long de l'action proposée et, si nécessaire, pour participer à son financement ;
- Disposent de la capacité de gestion et des compétences et qualifications professionnelles requises pour mener à bien l'action proposée.

Les critères d'attribution aident à évaluer la qualité des propositions au regard des objectifs et priorités fixés, et d'octroyer les subsides aux projets qui maximisent l'efficacité globale de l'appel à propositions. Ils concernent la pertinence de l'action et sa cohérence avec les objectifs de l'appel à propositions, la qualité, l'effet escompté, la durabilité de l'action ainsi que son efficacité par rapport aux coûts.

Les critères d'évaluation sont divisés par rubriques et sous-rubriques. Chaque sous-rubrique se verra attribuer un score compris entre 1 et 5 comme suit : 1 = très insuffisant, 2 = insuffisant, 3 = moyen, 4 = bon, 5 = très bon.

Seules les propositions qui auront atteint la note globale de 60/100 seront présélectionnées.

Les meilleures propositions seront reprises dans un tableau d'attribution provisoire, classées d'après leur score et dans les limites des fonds disponibles. Les autres propositions présélectionnées seront placées sur une liste de réserve.

Etape 2 : Les documents justificatifs relatifs aux motifs d'exclusion seront demandés aux demandeurs figurant dans le tableau d'attribution provisoire. En cas d'incapacité de fournir ces documents endéans les 15 jours, les propositions correspondantes ne seront pas retenues.

Sélection

A la fin de l'étape 2 le tableau d'attribution sera considéré comme définitif. Il reprend l'ensemble des propositions sélectionnées d'après leur score et dans les limites des fonds disponibles.

Attention les demandeurs éventuellement repêchés dans la liste de réserve ultérieurement, si des fonds supplémentaires deviennent disponibles, devront eux aussi passer l'étape 2 décrite plus haut.]

4.4. NOTIFICATION DE LA DÉCISION DE L'AUTORITÉ CONTRACTANTE

2.4.1 Contenu de la décision

Le demandeur sera avisé par écrit de la décision prise par l'autorité contractante au sujet de sa demande et, en cas de rejet, des raisons de cette décision négative.

Lorsqu'un demandeur s'estime lésé par une erreur ou irrégularité prétendument commise dans le cadre d'une procédure d'octroi ou estime que la procédure a été entachée par un acte de mauvaise administration, il peut introduire une plainte auprès du pouvoir adjudicateur.

Dans ce cas, la plainte sera adressée à la personne qui a pris la décision contestée qui s'efforcera d'instruire la plainte et d'y répondre dans un délai de 15 jour ouvrable. Alternativement ou en cas de réponse considérée non-satisfaisante par le demandeur, ce dernier pourra s'adresser au Directeur Operations compétent au siège, via la mailbox complaints@enabel.be.

Cfr. <https://www.enabel.be/fr/content/gestion-des-plaintes>

Les plaintes liées à des questions d'intégrité (fraude, corruption, exploitation ou abus sexuel, ...) doivent être adressées au bureau d'intégrité à travers l'adresse www.enabelintegrity.be.

La plainte ne peut avoir pour objet la demande d'une seconde évaluation des propositions sans autres motifs que le désaccord du demandeur avec la décision d'octroi.

2.4.2 Calendrier indicatif

	Date	Heure*
Réunion d'information (si nécessaire)	25/04/2025	11h00
Date limite pour les demandes d'éclaircissements a l'autorité contractante	29/04/2025, 21 jours avant la date limite de soumission	16h30
Dernière date à laquelle des éclaircissements sont donnés par l'autorité contractante	08/05/2025, 11 jours avant la date limite de soumission	-
Date limite de soumission des notes conceptuelles;	19/05/2025	16h30
Information des demandeurs sur l'ouverture, les vérifications administratives et l'évaluation de la note conceptuelle (étape 1)	19/05/2025*	-
Invitations à soumettre les propositions	26/05/2025*	16h30-
Date limite de soumission des propositions	25/06/2025*	16h30

Demande certificats et pièces justificatives relatives aux motifs d'exclusion (voir 2.1.1 (2))	07/07/2025*	
Réception certificats et pièces justificatives relatives aux motifs d'exclusion	22/07/2025* (max 15 jours après la demande)	
Notification de la décision d'octroi et transmission de la convention de subsides signée	31/07/2025*	-
Signature de la convention de subsides par le bénéficiaire contractant	Au plus tard 15 jours après notification de l'octroi	-

* **Date provisoire.** Toutes les heures sont en heure locale de l'autorité contractante.

Ce calendrier indicatif peut être mis à jour par l'autorité contractante au cours de la procédure. Dans ce cas, le calendrier mis à jour sera publié sur le site www.enabel.be

4.5. CONDITIONS DE LA MISE EN ŒUVRE APRÈS LA DÉCISION DE L'AUTORITÉ CONTRACTANTE D'ATTRIBUTION DES SUBSIDES

Avec la décision d'octroi des subsides, les bénéficiaires-contractants se verront proposer une convention basée sur le modèle de convention de subsides de l'autorité contractante (annexe E des présentes lignes directrices). Par la signature de la note conceptuelle et de la proposition (annexe A des présentes lignes directrices), les demandeurs acceptent, si les subsides leur sont attribués, les conditions contractuelles du modèle de convention de subsides.

2.5.1 Contrats de mise en œuvre

Lorsque la mise en œuvre d'une action nécessite la passation de marchés par le/les bénéficiaire(s)-contractant(s) le marché doit être attribué conformément :

à l'annexe VIII du modèle de convention de subsides pour les bénéficiaires contractants de nature privée.

Ou

à la loi des marchés publics applicable pour les bénéficiaires contractants de nature publique.

Pour les bénéficiaires-contractants privés, il n'est pas permis de sous-traiter ou sous-contracter l'ensemble d'une action au moyen d'un marché. De plus, le budget de chaque marché financé au moyen du subside octroyé ne peut correspondre qu'à une part limitée du montant total du subside.

1.4.2 Compte bancaire distinct

Au cas où un subside lui est octroyé, le bénéficiaire-contractant ouvre obligatoirement un compte bancaire distinct (ou un sous-compte distinct permettant d'identifier les fonds reçus). Ce compte sera ouvert en euros, si cette possibilité existe dans le pays.

Ce compte ou sous-compte doit permettre :

- D'identifier les fonds versés par Enabel ;
- D'identifier et de suivre les opérations effectuées avec des tiers ;
- De faire la distinction entre les opérations, effectuées au titre de la présente convention, et des autres opérations.

La fiche d'identification financière (annexe VI de la Convention de Subsides) relative à ce compte bancaire distinct, certifiée par la banque⁷, sera transmise par le bénéficiaire contractant à Enabel, en même temps que les exemplaires signés de la Convention de Subsides, après qu'il ait été notifié de la décision d'octroi.

Le compte sera clôturé aussitôt que les remboursements éventuels à effectuer à Enabel auront eu lieu (ceci après avoir arrêté le montant définitif des fonds utilisés).

⁷ La banque doit se trouver dans le pays où est établi le bénéficiaire-contractant

1.4.3 "Traitement des données à caractère personnel."

Enabel s'engage à traiter les données à caractère personnel qui lui seront communiquées en réponse à cet appel à proposition avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

Plus précisément, lorsque vous participez à un appel à propositions dans le cadre de l'attribution de subsides par Enabel, nous recueillons les coordonnées des personnes de contact (« représentant autorisé ») de l'entité soumettant la demande de subside, comme le nom, prénom, le numéro de téléphone professionnel, l'adresse électronique professionnelle, la fonction professionnelle et le nom de l'organisme représenté. Dans certains cas, nous devons également collecter l'extrait de casier judiciaire (ou équivalent) du dirigeant de l'organisation candidate à l'octroi de subsides.

Nous traitons ces renseignements car nous avons l'obligation légale de recueillir ces informations dans le cadre de la gestion et de l'attribution de nos subsides.

Pour plus d'information à ce sujet, veuillez consulter la déclaration de confidentialité d'Enabel, au lien suivant : <https://www.enabel.be/fr/content/declaration-de-confidentialite-denabel>

1.4.4 *Transparence.*

Dans un objectif de transparence, Enabel s'engage à publier annuellement une liste des bénéficiaires-contractants. Par la signature de la Convention de Subside, le bénéficiaire-contractant se déclare d'accord avec la publication du titre du contrat, la nature et l'objet du contrat, son nom et localité (adresse), et le montant du contrat.

LISTE DES ANNEXES

DOCUMENTS À COMPLÉTER

ANNEXE Aa : DOSSIER DE DEMANDE DE SUBSIDES (PARTIES A : NOTE CONCEPTUELLE ET B : PROPOSITION)
(FORMAT WORD)

ANNEXE B : BUDGET (FORMAT EXCEL)

ANNEXE C : CADRE LOGIQUE (FORMAT EXCEL)

ANNEXE D : FICHE D'ENTITÉ LEGALE (FORMAT WORD)

DOCUMENTS POUR INFORMATION

ANNEXE E : MODÈLE DE CONVENTION DE SUBSIDES

Annexe III:	Modèle de demande de paiement.
Annexe IV	Modèle de transfert de propriété des actifs]
Annexe V	Fiche d'entité légale (privée ou publique)
Annexe VI	Fiche signalétique financier
Annexe VII	Motifs d'exclusion
Annexe VIII	Principes de marchés publics (dans le cas d'un bénéficiaire-contractant privé)

ANNEXE F1a GRILLE DE VÉRIFICATION ET D'ÉVALUATION D'UNE NOTE CONCEPTUELLE

ANNEXE F2a GRILLE DE VÉRIFICATION ET D'ÉVALUATION D'UNE PROPOSITION

ANNEXE G : TAUX D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES (PER DIEM)